

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 mai 2006

PROJET DE LOI**insérant un article 410bis dans le Titre VIII,
du Livre II, du Code pénal**

AMENDEMENTS

N°7 DE MM. VERHERSTRAETEN ET WATHELET

Art. 2

**Dans l'article 410bis proposé, remplacer les mots
«398 à 405» par les mots «393 à 405».**

JUSTIFICATION

Il n'y a pas de raison de ne pas reprendre le meurtre parmi
les cas d'alourdissement de la peine.

Documents précédents :

Doc 51 **1843/ (2004/2005)** :

001 : Projet de loi.

002 à 004 : Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 mei 2006

WETSONTWERP**tot invoeging van een artikel 410bis in
Titel VIII, van Boek II, van het Strafwetboek**

AMENDEMENTEN

Nr. 7 VAN DE HEREN VERHERSTRAETEN EN
WATHELET

Art. 2

**In het voorgestelde artikel 410bis, de woorden
«398 tot 405» vervangen door de woorden «393 tot
405».**

VERANTWOORDING

Er is geen reden voorhanden om doodslag niet op te ne-
men in de gevallen van strafverzwaring.Servais VERHERSTRAETEN (CD&V)
Melchior WATHELET (cdH)

Voorgaande documenten :

Doc 51 **1843/ (2004/2005)** :

001 : Wetsontwerp.

002 tot 004 : Amendementen.

N° 8 de M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 1^{er} bis (nouveau)**Insérer un article 1^{er} bis, libellé comme suit:**

«Art. 1^{er} bis. — Un article 329bis, libellé comme suit, est inséré dans le Livre II, titre VI, chapitre II, du Code pénal:

«Art. 329bis. — Si, dans le cas visé à l'article 329, le coupable a commis le délit envers un fonctionnaire de police dans l'exercice de ses fonctions, il sera condamné à un emprisonnement d'un mois à un an et à une amende de cinquante francs à deux cents francs.».

JUSTIFICATION

L'augmentation du phénomène de l'agression est un problème général de société. Le phénomène est international et n'épargne pas non plus la Belgique.

Pour lutter contre cette tendance, il faut faire preuve de fermeté et mener une politique globale axée à la fois sur la prévention, la répression et le suivi. Les personnes qui sont, de par leur profession, régulièrement confrontées à la violence doivent bénéficier d'une meilleure protection.

Pour ce qui est des professionnels de la santé, par exemple, on se reportera à la proposition de loi VLD n° 1586 modifiant le Code pénal en ce qui concerne les infractions commises envers les professionnels de la santé. Une autre proposition VLD vise à améliorer la protection pénale des conducteurs, des accompagnateurs et des voyageurs des transports en commun et des chauffeurs de taxis (proposition de loi n° 1258/1 «instaurant dans le Code pénal une circonstance aggravante si les infractions ont été commises envers des conducteurs, des accompagnateurs ou des voyageurs des transports en commun ou envers des chauffeurs de taxis»).

Ces deux propositions sont reprises dans leurs grandes lignes par le projet de loi n° 1843/1. Ce n'est toutefois pas le cas pour les services de police.

Les policiers sont souvent victimes d'actes de violence, plus encore que d'autres catégories professionnelles, dès lors que, par la nature de leur métier, ils sont fréquemment exposés à des situations dangereuses dans lesquelles ils peuvent même avoir recours à la violence – moyennant le respect de certaines conditions. L'opposition d'un citoyen lors de son arrestation, le comportement dangereux adopté par un déséquilibré ou par un drogué, l'agressivité suscitée par une sommation ou une amende, les badauds qui tentent, pour une raison ou une autre, d'entraver l'intervention de la police, constituent les situations dangereuses les plus courantes.

Le coût social de cette violence à l'encontre des policiers est énorme: lésions corporelles, état dépressif ou démotivation, peur d'exercer les missions policières, coût supplémentaire pour le corps (l'absence a un coût et implique une surcharge de travail pour les collègues),...

À l'heure actuelle, le Code pénal ne contient aucune disposition spécifique prévoyant des peines plus lourdes en cas de

Nr. 8 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 1bis (nieuw)

Een artikel 1bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 1bis. — In Boek II, titel VI, hoofdstuk II, van het Strafwetboek wordt een artikel 329bis ingevoegd, luidende:

«Art. 329bis. — Indien de schuldige, in het geval omschreven in artikel 329, het wanbedrijf pleegt tegen een politieambtenaar in de uitoefening van zijn bediening, wordt hij veroordeeld tot gevangenisstraf van een maand tot een jaar en tot geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank.».

VERANTWOORDING

De stijging van het fenomeen agressie is een algemeen maatschappelijk probleem. Het is een internationaal verschijnsel waaraan België ook niet ontsnapt.

Tegen deze trend dient doortastend opgetreden en een totaalbeleid gevoerd te worden, waarbij aandacht gaat naar preventie, repressie en nazorg. De personen die in hoofde van hun beroep geregeld geconfronteerd worden met geweld, moeten beter beschermd worden.

Wat gezondheidswerkers betreft kan bv. verwezen worden naar het VLD-wetsvoorstel nr. 1586/1 'tot invoering in het Strafwetboek van een verzwarende omstandigheid bij misdrijven tegen gezondheidswerkers'. Een ander VLD-voorstel handelt over een betere strafrechtelijke bescherming van bestuurders, begeleiders en medereizigers van het gemeenschappelijk vervoer en van taxichauffeurs (wetsvoorstel nr. 1258/1 'tot invoering in het Strafwetboek van een verzwarende omstandigheid bij misdrijven tegen bestuurders, begeleiders en medereizigers en het gemeenschappelijk vervoer en bij misdrijven tegen taxichauffeurs').

Beide voorstellen worden grotendeels overgenomen door het wetsontwerp nr. 1843/1. Dit is evenwel niet het geval voor de politiediensten.

Politiemensen zijn dikwijls het slachtoffer van geweld, zelfs nog frequenter dan andere beroepscategorieën aangezien zij zich door de aard van hun beroep in vele gevallen in gevaarsituaties moeten begeven, waarbij zelfs onder bepaalde voorwaarden geweld kan aangewend worden. De meest voorkomende van die gevaarsituaties zijn verzet van burgers tegen hun aanhouding, het gevaarlijk gedrag van gestoorde of gedrogeerde personen, agressie vanwege een aanmaning of boete, omstanders die om één of andere reden het optreden van de politie onmogelijk proberen te maken,...

De maatschappelijke kost van dit geweld tegen politiemensen is nochtans enorm: lichamelijke letsels, emotioneel in de put geraken of gedemotiveerd worden, bang worden voor en/of bij het uitvoeren van politionele opdrachten, bijkomende kosten voor het korps (afwezigheid kost immers geld, naast een toenemende werkdruk voor de collega's),...

Op dit moment is geen specifieke bepaling in het Strafwetboek voorzien die het geweld tegen politieambtenaren stren-

violences perpétrées à l'encontre de fonctionnaires de police. Nous connaissons uniquement les articles 278 et 280 du Code pénal. Il nous semble toutefois inopportun de modifier ces dispositions. En effet, ces articles ont une portée générale, eu égard à l'interprétation large donnée à la notion de «dépôt de l'autorité ou de la force publique» - qui vise non seulement les policiers, mais aussi d'autres catégories, comme l'armée. D'autre part, le Code pénal prévoit un régime de circonstances aggravantes pour les infractions visées aux articles 278 et 280 (voir les articles 279 et 281 du Code pénal). Force est toutefois de constater que ce régime est plutôt minimaliste, si on le compare à celui organisé par les articles 398 et suivants du Code pénal.

Il faut donner un signal fort à la société, lui signifier que les violences perpétrées à l'encontre de fonctionnaires de police sont inacceptables. Il convient à cet effet d'insérer de nouvelles dispositions dans le Code pénal. Si celles-ci n'ont pas l'effet dissuasif escompté, elles permettront en tout cas de punir plus efficacement les auteurs des faits concernés.

Cette proposition de loi prévoit concrètement trois modifications du Code pénal. Elle vise tout d'abord à punir plus sévèrement les menaces d'attentat contre la personne d'un fonctionnaire de police. Elle vise ensuite à réprimer plus fermement les coups et blessures portés à un fonctionnaire de police. Elle prévoit enfin l'aggravation de la peine en cas de meurtre d'un fonctionnaire de police.

La notion de fonctionnaire de police apparaît tout au long de la proposition de loi. Ce concept est défini dans la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. En vertu de l'article 3, 3°, de cette loi, le fonctionnaire de police est «un membre d'un service de police habilité par ou en vertu de la loi à prendre ou à exécuter certaines mesures de police et à accomplir des actes de police administrative ou judiciaire». L'article 2 de la même loi précise qu'elle vise «la police fédérale et (...) la police locale près les parquets» et que ces services de police font partie de la force publique.

La peine est uniquement aggravée lorsque les actes de violence sont commis à l'encontre du fonctionnaire de police dans l'exercice de ses fonctions. Les faits relevant de la sphère privée restent soumis aux dispositions de droit commun du Code pénal.

C'est pourquoi il est opportun de présenter la proposition 2105/1 en tant qu'amendement au projet de loi 1843.

Le présent amendement insère spécifiquement un nouvel article 329bis dans le Code pénal. Actuellement, les menaces par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle, sont déjà punies. On peut citer notamment comme exemples concrets, le fait de porter la main à la poche de sa veste de façon répétée et bien visible, ce qui peut laisser présumer qu'elle contient une arme, ou l'attitude agressive d'une personne qui roule en direction de la victime, tous feux éteints, d'une manière propre à faire naître la conviction que la victime court un grave danger.

Comme nous l'avons déjà souligné, les fonctionnaires de police sont plus souvent confrontés à ces faits lors de l'exercice de leurs fonctions (par exemple lors d'un barrage,...).

ger bestraft. Men kent alleen de artikelen 278 en 280 van het Strafwetboek. Niettemin kiezen we ervoor om deze bepalingen niet te wijzigen. Ten eerste omdat deze artikelen een algemene draagwijdte kennen, aangezien het begrip «drager zijn van het openbaar gezag of van de openbare macht» ruim wordt geïnterpreteerd en niet alleen handelt over politiemensen, maar ook verschillende andere categorieën viseert, zoals bv. het leger. Ten tweede bestaat er voor de artikelen 278 en 280 Sw een regime van strafverzwarende omstandigheden (zie respectievelijk de artikelen 279 en 281 Sw), maar deze zijn eigenlijk slechts minimalistisch uitgewerkt ten opzichte van de artikelen 398 e.v. Sw.

Een krachtadig signaal dient de maatschappij te worden gegeven, waarbij gesteld wordt dat geweld tegen politieambtenaren absoluut niet te tolereren valt. Daarom dienen er een aantal nieuwe artikels in het Strafwetboek ingevoerd te worden, in de eerste plaats als ontrading en als dit niet werkt als een doeltreffender bestraffing van de feiten.

Concreet voorziet dit wetsvoorstel in drie wijzigingen in het Strafwetboek. Ten eerste is het de bedoeling om bedreigingen met een aanslag op de persoon van een politieambtenaar zwaarder te bestraffen. Ten tweede moeten slagen en verwondingen die gepleegd worden op een politieambtenaar strenger aangepakt worden. Ten derde moet er een strafverzwaring komen indien er een doodslag gepleegd wordt op een politieambtenaar.

In het wetsvoorstel spreken we steeds over de politieambtenaar. Voor de concrete invulling van dit begrip verwijzen we naar de wet op het politieambt van 5 augustus 1992. Artikel 3, 3° van deze wet definieert de politieambtenaar als «een lid van een politiedienst door of krachtens de wet bevoegd om bepaalde politiemaatregelen te nemen of uit te voeren en daden van bestuurlijke of gerechtelijke politie te stellen». Artikel 2 van dezelfde wet preciseert op haar beurt dat het gaat over de «federale politie en de lokale politie bij de parketten» en dat deze politiediensten deel uitmaken van de openbare macht.

Enkel het geweld tegen de politieambtenaar tijdens de uitoefening van de bediening wordt zwaarder bestraft. Feiten die plaatsgrijpen binnen de privé-sfeer van een politieambtenaar blijven onderhevig aan de gemeenrechtelijke bepalingen uit het Strafwetboek.

Om deze redenen is het dan ook opportuun om het wetsvoorstel 2105/1 als amendement in te dienen bij het wetsontwerp 1843.

Dit amendement voert specifiek een nieuw artikel 329bis in het Strafwetboek in. Momenteel worden bedreigingen door gebaren of zinnebeelden met een aanslag op personen of op eigendommen waarop een criminele straf gesteld is, reeds bestraft. Concrete voorbeelden zijn o.m. het op een opvallende manier en herhaaldelijk zijn hand naar de zak van zijn jas brengen, waarin vermoed kan worden dat er een wapen insteekt of de agressieve houding van een persoon die met een wagen met gedoofde lichten in de richting rijdt van het slachtoffer op een wijze waardoor de overtuiging wordt gewekt dat dit slachtoffer een ernstig gevaar loopt.

Zoals eerder gezegd zullen politieambtenaren tijdens de uitoefening van hun werk deze feiten vlugger meemaken (bv. bij een wegversperring,...). Nochtans wordt geen

Pourtant, aucune aggravation de la peine n'est actuellement prévue s'ils sont victimes de ce type de faits. C'est pourquoi le nouvel article prévoira une aggravation de la peine.

N° 9 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 1^{er}ter (nouveau)

Insérer un article 1^{er}ter, libellé comme suit:

«Art. 1^{er}ter. — Il est inséré dans le livre II, titre VIII, chapitre Ier, section 1, du même Code, un article 394bis, libellé comme suit:

«Art. 394bis. — Le meurtre d'un fonctionnaire de police dans l'exercice de ses fonctions est puni de la réclusion à perpétuité.»»

JUSTIFICATION

En ce qui concerne la teneur générale, nous renvoyons à l'amendement précédent.

L'article 393 du Code pénal prévoit que l'homicide est puni de la réclusion de vingt ans à trente ans. Dans ce cas également, une aggravation de la peine est prévue si l'homicide est commis sur des fonctionnaires de police. Le nouvel article 394bis porte la peine prévue par l'article 393 du Code pénal à la réclusion à perpétuité.

N°10 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 2bis (nouveau)

Insérer un article 2bis, libellé comme suit:

«Art. 2bis. — Il est inséré, dans le livre II, titre VIII, chapitre Ier, section 2, du même Code, un article 410ter, libellé comme suit:

«Art. 410ter. — Si, dans les cas visés aux articles 398 à 405, le coupable a commis le crime ou le délit envers un fonctionnaire de police dans l'exercice de ses fonctions, la peine minimale visée à ces articles est doublée en cas d'emprisonnement et augmentée de deux ans en cas de réclusion.»»

JUSTIFICATION

En ce qui concerne la teneur générale, nous renvoyons à l'amendement précédent.

Une troisième modification concerne l'instauration d'une nouvelle circonstance aggravante dans la section du Code pénal traitant de l'homicide volontaire non qualifié meurtre et

strafverzwaring voorzien als zij slachtoffer worden van dergelijke feiten. Het nieuwe artikel zal daarom voorzien in een strafverzwaring.

Nr. 9 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 1ter (nieuw)

Een artikel 1ter invoegen, luidend als volgt:

«Art. 1ter. — In Boek II, titel VIII, hoofdstuk I, afdeling 1, van hetzelfde wetboek wordt een artikel 394bis ingevoegd, luidende:

«Art. 394bis. — Doodslag op een politieambtenaar in de uitoefening van zijn bediening wordt gestraft met levenslange opsluiting.»»

VERANTWOORDING

Wat de algemene teneur betreft verwijzen we naar het vorige amendement.

Artikel 393 Sw stelt dat doodslag bestraft wordt met opsluiting van twintig tot dertig jaar. Ook hier wordt in een strafverzwaring voorzien indien doodslag gepleegd wordt op politieambtenaren. Het nieuwe artikel 394bis verhoogt de straf, zoals voorzien in 393 Sw, tot levenslange opsluiting.

Nr. 10 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 2bis (nieuw)

Een artikel 2bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 2bis. — In Boek II, titel VIII, hoofdstuk I, afdeling 2, van hetzelfde wetboek wordt een artikel 410ter ingevoegd, luidende:

«Art. 410ter. — Indien de schuldige, in de gevallen omschreven in de artikelen 398 tot 405, de misdaad of het wanbedrijf pleegt tegen een politieambtenaar, in de uitoefening van zijn bediening, wordt de minimumstraf bedoeld in die artikelen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting.»»

VERANTWOORDING

Wat de algemene teneur betreft verwijzen we naar het vorige amendement.

Een derde wijziging betreft de invoering van een nieuwe strafverzwarende omstandigheid in het deel van het Strafwetboek dat spreekt over het opzettelijk doden, niet doodslag

des lésions corporelles volontaires. Elle concerne plus précisément les articles 398 à 405 du Code pénal (organisés en fonction de la gradation de la gravité des conséquences des coups et blessures).

Spécifiquement, le minimum de la peine pour les infractions énumérées dans ces articles est doublé en cas d'emprisonnement et augmenté de deux ans en cas de réclusion. Un article 410^{ter} est inséré dans le Code pénal à cet effet.

Dans ce cadre, il est intéressant de citer un passage d'un arrêt récent de la Cour d'arbitrage (arrêt 157/2004 du 6 octobre 2004):

«B.67. Il relève du pouvoir d'appréciation du législateur de contraindre les juges à la sévérité lorsqu'il s'agit de réprimer des infractions qui portent atteinte de manière particulièrement grave à l'intérêt général. En augmentant, dans la mesure indiquée, le minimum des peines, le législateur a pris une mesure qui est en rapport avec l'objectif poursuivi et qui n'est pas disproportionnée à celui-ci. La loi ne prévoit pas une augmentation du maximum des peines et elle n'écarter l'application, ni des articles 79 à 85 du Code pénal qui permettent de réduire les peines de réclusion et d'emprisonnement s'il existe des circonstances atténuantes, ni des dispositions de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation».

genoemd, en opzettelijk toebrengen van lichamelijk letsel. Het handelt hier meer bepaald over de artikelen 398 tot en met 405 van het Strafwetboek (omschreven volgens gradatie van de ernst van de gevolgen van de slagen en verwondingen).

Specifiek wordt de minimumstraf voor de inbreuken, opgesomd in deze artikelen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting. Hiervoor wordt een artikel 410bis Sw ingevoerd.

In dat verband is het interessant om een passage uit een recent arrest van het Arbitragehof aan te halen (arrest 157/2004 van 6 oktober 2004):

«B.67. Het behoort tot de bevoegdheid van de wetgever te beoordelen of het aangewezen is de rechters te dwingen tot gestrengheid wanneer het erom gaat inbreuken te bestraffen die het algemeen belang zeer ernstig schaden. Door in de aangegeven mate het minimum van de straffen te verhogen, heeft de wetgever een maatregel genomen die in verhouding staat tot het nagestreefde doel en die daarmee niet onevenredig is. De wet voorziet niet in een verhoging van het maximum van de straffen en sluit de toepassing niet uit van de artikelen 79 tot 85 van het Strafwetboek op grond waarvan de straf van opsluiting en de gevangenisstraf kunnen worden verminderd in geval van verzachtende omstandigheden, noch van de bepalingen van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie».

Claude MARINOWER (VLD)
Martine Taelman (VLD)
Sabien LAHAYE-BATTHEU (VLD)